

Référence: 2023_21

Aux responsables des maisons de repos
pour personnes âgées et des maisons de
repos et de soins
Aux organismes de formation

Service: Service Institutions d'aide et de soins

☎ 02 435 64 90

@ professionnels@iriscare.brussels

Bruxelles, 19/01/2024

Objet : 19/01/2024 - Circulaire relative à la modification des standards de la formation "personnes de référence pour la démence dans les maisons de repos et les maisons de repos et de soins"

Annexe : L'arrêté du Collège Réuni de la Commission communautaire commune (COCOM) du 14 septembre 2023 visant à augmenter le taux d'encadrement des résidents des maisons de repos, des maisons de repos et de soins, en termes de personnel de réactivation et visant à réformer la formation des personnes de référence pour la démence.

Madame,

Monsieur,

Par la présente circulaire, nous vous transmettons les modifications des standards de la formation "personnes de référence pour la démence dans les maisons de repos et les maisons de repos et de soins". Ces modifications ont été effectuées par l'arrêté du Collège Réuni de la Commission communautaire commune (COCOM) du 14 septembre 2023 visant à augmenter le taux d'encadrement des résidents des maisons de repos, des maisons de repos et de soins, en termes de personnel de réactivation et visant à réformer la formation des personnes de référence pour la démence. Cet arrêté modifie l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003 fixant le montant et les conditions d'octroi de l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos pour personnes âgées.

Cet arrêté modificatif a fait l'objet d'une première circulaire¹, que la présente circulaire complète en présentant spécifiquement les modifications de la formation des personnes de référence pour la démence (aussi appelés "référénts pour la démence" pour plus de commodité).

¹ La circulaire "Augmentation structurelle de la norme pour le personnel de réactivation dans les maisons de repos pour personnes âgées (MRPA) et les maisons de repos et de soins (MRS)", du 25 juillet 2023

Ledit arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2023. Les modifications des standards de la formation des référents pour la démence entreront cependant en vigueur à partir du 1^{er} juillet 2024.

Les objectifs de la modification de la formation des référents pour la démence ont été fixés de commun accord avec la coordinatrice du réseau bicommunautaire des référents pour la démence et avec les organismes de formation concernés, à savoir le CREA-HELB (Unité de formations continues de la Haute École Libre de Bruxelles Ilya Prigogine) et le CPSI (Centre de formation pour les secteurs infirmier et de santé de l'ACN) .

Les principaux objectifs de la révision de la formation des référents pour la démence par l'arrêté du Collège réuni du 14 septembre 2023 précité sont de :

- 1° garantir la mobilité inter-entités des référents pour la démence, quel que soit le lieu de leur formation (cf. art. 10 de l'arrêté modificatif²) ;
- 2° améliorer les standards bicommunautaires de formation et leur cohérence vis-à-vis des missions des référents pour la démence en cours de révision. Pour ce faire, une disposition est modifiée et deux autres sont ajoutées :
 - a) À partir du 1^{er} juillet 2014, **le programme et la durée** de la formation devront rencontrer les dispositions suivantes (cf. art 6, alinéa 3°, de l'arrêté modificatif³, repris ci-dessous, et dans lequel les nouvelles matières sont ici soulignées) :

"3° il est inséré un 2/1° rédigé comme suit :

"2/1° pour les personnes désignées pour la première fois comme personne de référence pour la démence à partir du 1er juillet 2024 : ont suivi une formation d'au moins 70 heures, reconnue par les Ministres compétents, et ont satisfait avec fruit à l'épreuve certificative la sanctionnant. Cette formation comprend les matières suivantes :

- a) la connaissance des troubles cognitifs et des démences, les actualités médicales et les perspectives dans l'accompagnement et le traitement des personnes présentant des troubles cognitifs ;*
- b) les aspects psycho-sociaux de l'accompagnement et des soins des personnes présentant une démence ou des troubles cognitifs, de leur entourage proche et de membres du personnel ;*
- c) les aspects éthiques et déontologiques de l'accompagnement des personnes présentant des troubles cognitifs ou une démence ;*
- d) les aspects juridiques relatifs aux troubles cognitifs et aux démences et la législation bicommunautaire relative à la personne de référence pour la démence ;*
- e) l'organisation des soins et des accompagnements ;*
- f) la communication et la collaboration interdisciplinaire au sein de l'établissement ;*
- g) la transmission des savoirs : sensibilisation, élaboration et méthodes de formations internes ;*
- h) la gestion de projet : élaboration sur base des besoins et méthodologie ;*

² Correspondant à l'article 28ter, §8 de l'arrêté original consolidé.

³ Correspondant à l'article 28ter, §4, alinéa 2/1° de l'arrêté original consolidé.

i) le travail en réseaux : la création de réseaux autour des personnes présentant des troubles cognitifs avec les acteurs externes pertinents, et la présentation du réseau bruxellois bicommunautaire des personnes de référence pour la démence." "

Pour être agréé par Iriscare, un programme de formation doit **consacrer au minimum 12 heures au module "gestion de projet" (h)**. Cela permet non seulement de rencontrer les attentes d'Iriscare, mais également de satisfaire les dispositions en vigueur en Wallonie et par conséquent de garantir la mobilité des référents formés en Région de Bruxelles-Capitale.

- b) Il est recommandé aux organismes de formation d'organiser un **stage d'observation** facultatif à l'attention de leurs étudiants. Ce stage est particulièrement recommandé aux étudiants n'ayant pas encore d'expérience de travail de type paramédical en maison de repos ou en maison de repos et de soins (cf. art. 8 de l'arrêté modificatif⁴).
- c) Conformément à l'article 9 de l'arrêté modificatif⁵, des **dispenses de formation** peuvent encore être accordées aux praticiens de l'art infirmier (bachelor ou équivalent) ayant le titre d'infirmier spécialisé en gériatrie ou une licence ou un master en gérontologie ou en gériatrie, ainsi qu'aux "bachelors na bachelor opleiding psychosociale gerontologie", à **condition** qu'ils puissent démontrer :
- i. une connaissance suffisante en matière de :
 - gestion de projet,
 - troubles cognitifs et démences ;
 - ii. une formation suffisante à la communication indiquée dans l'accompagnement et les soins d'une personne présentant des troubles cognitifs.

Nous restons à votre disposition pour toute information complémentaire. Vous pouvez adresser vos questions à professionnels@iriscare.brussels

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos meilleures salutations.

Tania DEKENS
Fonctionnaire dirigeant

⁴ Correspondant à l'article 28ter, §6 de l'arrêté original consolidé.

⁵ Correspondant à l'article 28ter, §7 de l'arrêté original consolidé.

‘Département support’
 Inspecteur-generaal 1
 Site van Colfontaine :
 Eerste assistent 1
 Eerste gegradueerde 1
 Directie Technische Diensten :
 Directeur 1
 Eerste attaché 1
 Eerste gegradueerde 2
 Eerste assistent 2
 Eerste adjunct 1
 ‘Département scientifique’
 Inspecteur-generaal 1
 ‘Direction de la surveillance de l’environnement’
 Wetenschappelijk Directeur 1
 Eerste gegradueerde 4
 ‘Direction des laboratoires’
 Wetenschappelijk Directeur 1
 Eerste gegradueerde 5
 ‘Direction des risques’
 Wetenschappelijk Directeur 1
 Eerste gegradueerde 2. ».

Art. 2. De Minister bevoegd voor leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Namen, 2 februari 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,
 E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
 belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
 V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
 C. TELLIER

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2023/45513]

14 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune visant à augmenter le taux d’encadrement des résidents des maisons de repos, des maisons de repos et de soins en termes de personnel de réactivation et visant à réformer la formation des personnes de référence pour la démence

Le Collège réuni de la Commission communautaire commune,

Vu la loi relative à l’assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, article 37, § 12 ;

Vu l’ordonnance du 21 décembre 2018 relative aux organismes assureurs bruxellois dans le domaine des soins de santé et de l’aide aux personnes, article 3, § 1^{er}, alinéa 2, modifié par l’ordonnance du 25 avril 2019 ;

Vu la proposition du Conseil de gestion de la santé et de l’aide aux personnes de l’Office bicommunautaire de la santé, de l’aide aux personnes et des prestations familiales du 20 décembre 2022 ;

Vu l’avis du Conseil de gestion de la santé et de l’aide aux personnes de l’Office bicommunautaire de la santé, de l’aide aux personnes et des prestations familiales du 27 juin 2023 ;

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2023/45513]

14 SEPTEMBER 2023. — Besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tot verhoging van de omkadering voor bewoners van rusthuizen, rust- en verzorgingsstehuizen op het vlak van het personeel voor reactivering en tot hervorming van de opleiding voor referentiepersonen voor dementie

Het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, artikel 37, § 12;

Gelet op de ordonnantie van 21 december 2018 betreffende de Brusselse verzekeringsinstellingen in het domein van de gezondheidszorg en de hulp aan personen, met name artikel 3, § 1, tweede lid, zoals gewijzigd bij de ordonnantie van 25 april 2019;

Gelet op het voorstel van de Beheerraad voor Gezondheid en Bijstand aan Personen van de bicommunautaire Dienst voor Gezondheid, Bijstand aan Personen en Gezinsbijslag, van 20 december 2022 ;

Gelet op het advies van de Beheerraad voor Gezondheid en Bijstand aan Personen van de bicommunautaire Dienst voor Gezondheid, Bijstand aan Personen en Gezinsbijslag, van 27 juni 2023;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 février 2023 ;

Vu l'accord des membres du Collège réuni en charge du Budget, donné le 25 mai 2023 ;

Vu l'évaluation de l'impact sur la situation respective des femmes et des hommes, réalisée le 25 mai 2023 ;

Vu l'évaluation au regard du principe de handistreaming, réalisée le 25 mai 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 18 juillet 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition des Membres du Collège réuni chargés de l'Action sociale et de la Santé ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. À l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003 fixant le montant et les conditions d'octroi de l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos pour personnes âgées, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le point 10^o est complété par les mots "ou qui accomplit des tâches destinées à contribuer au bien-être des résidents au sein de l'institution"

2^o l'article 1^{er} est complété par un 19^o, rédigé comme suit :

"19^o Ministres : le ou les Membres du Collège réuni compétent(s) pour la politique de la Santé et la politique de l'Aide aux personnes."

Art. 2. À l'article 2, § 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au *a*), il est inséré entre le premier et le deuxième tiret, deux tirets rédigés comme suit :

"- entre le 1^{er} juillet 2022 et le 30 juin 2023 : 0,1 membre du personnel de réactivation ;

- à partir du 1^{er} juillet 2023 : 0,7 membre du personnel de réactivation ;"

2^o au *b*), il est inséré entre le deuxième et le troisième tiret, deux tirets rédigés comme suit :

"- entre le 1^{er} juillet 2022 et le 30 juin 2023 : 0,1 membre du personnel de réactivation ;

- à partir du 1^{er} juillet 2023 : 0,7 membre du personnel de réactivation ;"

3^o au *c*), le troisième tiret est remplacé par trois tirets rédigés comme suit :

"- jusqu'au 30 juin 2022 : 0,35 membre du personnel de réactivation ;

- entre le 1^{er} juillet 2022 et le 30 juin 2023 : 0,45 membre du personnel de réactivation ;

- à partir du 1^{er} juillet 2023 : 1,05 membres du personnel de réactivation ;"

4^o au *d*), le troisième tiret est remplacé par trois tirets rédigés comme suit :

"- jusqu'au 30 juin 2022 : 0,385 membre du personnel de réactivation ;

- entre le 1^{er} juillet 2022 et le 30 juin 2023 : 0,485 membre du personnel de réactivation ;

- à partir du 1^{er} juillet 2023 : 1,085 membres du personnel de réactivation ;"

5^o au *e*), le troisième tiret est remplacé par trois tirets rédigés comme suit :

"- jusqu'au 30 juin 2022 : 0,385 membre du personnel de réactivation ;

- entre le 1^{er} juillet 2022 et le 30 juin 2023 : 0,485 membre du personnel de réactivation ;

- à partir du 1^{er} juillet 2023 : 1,085 membres du personnel de réactivation ;"

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 16 februari 2023;

Gelet op het akkoord van de leden van het Verenigd College bevoegd voor de Begroting, gegeven op 25 mei 2023;

Gelet op de evaluatie van de impact op de respectieve situatie van vrouwen en mannen, uitgevoerd op 25 mei 2023;

Gelet op de evaluatie vanuit het oogpunt van handistreaming, uitgevoerd op 25 mei 2023;

Gelet op de adviesaanvraag binnen 30 dagen, die op 18 juli 2023 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de leden van het Verenigd College bevoegd voor Welzijn en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het ministerieel besluit van 6 november 2003 tot vaststelling van het bedrag en de voorwaarden voor de toekenning van de tegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de rust- en verzorgingstehuizen en in de rustoorden voor bejaarden, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o punt 10^o wordt aangevuld de woorden "of dat taken uitvoert die bedoeld zijn om bij te dragen aan het welzijn van de bewoners binnen de instelling";

2^o artikel 1 wordt aangevuld met een punt 19^o, dat luidt als volgt :

"19^o Ministers: het lid of de leden van het Verenigd College, bevoegd voor het beleid inzake Gezondheid en Bijstand aan Personen."

Art. 2. In artikel 2, § 2, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in *a*) worden twee streepjes ingevoegd tussen het eerste en tweede streepje, luidend als volgt :

"- tussen 1 juli 2022 en 30 juni 2023: 0,1 personeelslid voor reactivering;

- vanaf 1 juli 2023: 0,7 personeelslid voor reactivering;"

2^o in *b*) worden twee streepjes ingevoegd tussen het tweede en derde streepje, luidend als volgt :

"- tussen 1 juli 2022 en 30 juni 2023: 0,1 personeelslid voor reactivering;

- vanaf 1 juli 2023: 0,7 personeelslid voor reactivering;"

3^o in *c*) wordt het derde streepje vervangen door drie streepjes, luidend als volgt :

"- tot 30 juni 2022: 0,35 personeelslid voor reactivering;

- tussen 1 juli 2022 en 30 juni 2023: 0,45 personeelslid voor reactivering;

- vanaf 1 juli 2023: 1,05 personeelslid voor reactivering;"

4^o in *d*) wordt het derde streepje vervangen door drie streepjes, luidend als volgt :

"- tot 30 juni 2022: 0,385 personeelslid voor reactivering;

- tussen 1 juli 2022 en 30 juni 2023: 0,485 personeelslid voor reactivering;

- vanaf 1 juli 2023: 1,085 personeelslid voor reactivering;"

5^o in *e*) wordt het derde streepje vervangen door drie streepjes, luidend als volgt :

"- tot 30 juni 2022: 0,385 personeelslid voor reactivering;

- tussen 1 juli 2022 en 30 juni 2023: 0,485 personeelslid voor reactivering;

- vanaf 1 juli 2023: 1,085 personeelslid voor reactivering;"

6° au *f*), le troisième tiret est remplacé par trois tirets rédigés comme suit :

- jusqu'au 30 juin 2022 : 1,25 membres du personnel de réactivation ;
- entre le 1^{er} juillet 2022 et le 30 juin 2023 : 1,35 membre du personnel de réactivation ;
- à partir du 1^{er} juillet 2023 : 1,95 membres du personnel de réactivation ;” ;

Art. 3. À l'article 3, § 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au *a*), il est inséré entre le premier et le deuxième tiret, deux tirets rédigés comme suit :

- “- entre le 1^{er} juillet 2022 et le 30 juin 2023 : 0,1 membre du personnel de réactivation ;
- à partir du 1^{er} juillet 2023 : 0,7 membre du personnel de réactivation ;” ;

2° au *b*), le quatrième tiret est remplacé par trois tirets rédigés comme suit :

- “- jusqu'au 30 juin 2022 : 0,5 membre du personnel de réactivation ;
- entre le 1^{er} juillet 2022 et le 30 juin 2023 : 0,6 membre du personnel de réactivation ;
- à partir du 1^{er} juillet 2023 : 1,2 membres du personnel de réactivation ;” ;

3° au *c*), le quatrième tiret est remplacé par trois tirets rédigés comme suit :

- “- jusqu'au 30 juin 2022 : 0,5 membre du personnel de réactivation ;
- entre le 1^{er} juillet 2022 et le 30 juin 2023 : 0,6 membre du personnel de réactivation ;
- à partir du 1^{er} juillet 2023 : 1,2 membres du personnel de réactivation ;” ;

4° au *d*), le quatrième tiret est remplacé par trois tirets rédigés comme suit :

- “- jusqu'au 30 juin 2022 : 1,5 membres du personnel de réactivation ;
- entre le 1^{er} juillet 2022 et le 30 juin 2023 : 1,6 membre du personnel de réactivation ;
- à partir du 1^{er} juillet 2023 : 2,2 membres du personnel de réactivation ;” ;

Art. 4. À l'article 4 du même arrêté, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

“§ 2. Les membres du personnel de réactivation doivent disposer d'au moins une des qualifications suivantes ou d'une qualification assimilée à celles-ci par l'autorité compétente :

- bachelier ou master en kinésithérapie;
- “bachelor in wellbeing- en vitaliteitsmanagement”;
- bachelier ou master en logopédie;
- bachelier en ergothérapie;
- bachelier ou master en thérapie du travail;
- bachelier ou master en sciences de réadaptation;
- bachelier en diététique;
- bachelier ou master en pédagogie ou en orthopédagogie;
- bachelier ou master en psychomotricité;
- bachelier ou master en psychologie;
- bachelier ou master en gérontologie, gériatrie et psychogériatrie ;
- “bachelor na bachelor opleiding psychosociale gerontologie”;
- bachelier en Santé communautaire;
- bachelier ou master en Anthropologie médicale;
- bachelier d'assistant social ou “bachelor in de sociale gezondheidszorg”;
- bachelor of master in het sociaal werk;

6° in *f*) wordt het derde streepje vervangen door drie streepjes, luidend als volgt:

- “- tot 30 juni 2022: 1,25 personeelslid voor reactivering;
- tussen 1 juli 2022 en 30 juni 2023: 1,35 personeelslid voor reactivering;
- vanaf 1 juli 2023: 1,95 personeelslid voor reactivering;”;

Art. 3. In artikel 3, § 2, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in *a*) worden twee streepjes ingevoegd tussen het eerste en tweede streepje, luidend als volgt:

- “- tussen 1 juli 2022 en 30 juni 2023: 0,1 personeelslid voor reactivering;
- vanaf 1 juli 2023: 0,7 personeelslid voor reactivering;”;

2° in *b*) wordt het vierde streepje vervangen door drie streepjes, luidend als volgt:

- “- tot 30 juni 2022: 0,5 personeelslid voor reactivering;
- tussen 1 juli 2022 en 30 juni 2023: 0,6 personeelslid voor reactivering;
- vanaf 1 juli 2023: 1,2 personeelslid voor reactivering;”;

3° in *c*) wordt het vierde streepje vervangen door drie streepjes, luidend als volgt:

- “- tot 30 juni 2022: 0,5 personeelslid voor reactivering;
- tussen 1 juli 2022 en 30 juni 2023: 0,6 personeelslid voor reactivering;
- vanaf 1 juli 2023: 1,2 personeelslid voor reactivering;”;

4° in *d*) wordt het vierde streepje vervangen door drie streepjes, luidend als volgt:

- “- tot 30 juni 2022: 1,5 personeelslid voor reactivering;
- tussen 1 juli 2022 en 30 juni 2023: 1,6 personeelslid voor reactivering;
- vanaf 1 juli 2023: 2,2 personeelslid voor reactivering;”;

Art. 4. In artikel 4 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 2 vervangen door het volgende:

“§ 2. De leden van het reactiveringspersoneel moeten ten minste een van de volgende kwalificaties hebben of een kwalificatie die door de bevoegde overheid als gelijkwaardig wordt erkend:

- bachelor of master in de kinesitherapie;
- “bachelor in wellbeing- en vitaliteitsmanagement”;
- bachelor of master in de logopedie;
- bachelor in de ergotherapie;
- bachelor of master in de arbeidstherapie;
- bachelor of master in de readaptatiewetenschappen;
- bachelor in de dietleer;
- bachelor of master in de pedagogie of in de orthopedagogie;
- bachelor of master in de psychomotoriek;
- bachelor of master in de psychologie;
- bachelor of master in de gerontologie, geriatrie en psychogeriatrie;
- “bachelor na bachelor opleiding psychosociale gerontologie”;
- bachelor in de gemeenschapsgezondheid;
- bachelor of master in de medische antropologie;
- bachelor maatschappelijk assistent of “bachelor in de sociale gezondheidszorg”;
- bachelor of master in het sociaal werk;

- bachelier ou master en sciences de la famille;
- bachelier d'infirmier social ou d'infirmier en santé mentale et psychiatrie ;
- bachelier d'éducateur spécialisé ou CESS d'éducateur;
- bachelier en technologie des soins de santé ;
- bachelier en audiologie;
- bachelier en podologie et podothérapie;
- master en ostéopathie;
- bachelier en art-thérapie;
- bachelier ou master postformation en musicothérapie ;
- bachelier ou master en médiation en soins de santé et médiation interculturelle ;
- CESS en esthétique sociale ou bachelier en esthétique sociale ;
- bachelier dans le domaine des arts plastiques, de la musique, du théâtre, du cirque ou du cinéma.

Dans les limites de la notion de personnel de réactivation visée à l'article 1^{er}, 10°, la liste visée à l'alinéa précédent peut être complétée par les Ministres, tant pour élargir les domaines d'études que les niveaux d'études.

Art. 5. Dans le même arrêté, il est inséré un article 6bis, rédigé comme suit :

"Art. 6 Les montants octroyés aux institutions respectivement pour chaque partie de l'allocation forfaitaire ne peuvent être affectés par les institutions qu'aux fins auxquelles elles ont été octroyées en vertu du présent arrêté."

Art. 6. À l'article 28ter, § 4, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, les mots "pendant une période transitoire allant du 1^{er} janvier 2005 au 30 juin 2014 au plus tard," sont remplacés par les mots " pour les personnes désignées comme personnes de référence pour la démence pour la première fois avant le 1^{er} juillet 2014 : " ;

2° au 2° :

a) les mots "à partir du 1^{er} juillet 2014 au plus tard" sont remplacés par les mots "pour les personnes désignées comme personne de référence pour la démence pour la première fois entre le 1^{er} juillet 2014 et le 30 juin 2024 : " ;

a) au e), le mot "organisation" est remplacé par les mots "l'organisation" ;

b) au f), le mot "communication" est remplacé par les mots "la communication" ;

3° il est inséré un 2/1° rédigé comme suit :

"2/1° pour les personnes désignées pour la première fois comme personne de référence pour la démence à partir du 1^{er} juillet 2024 : ont suivi une formation d'au moins 70 heures, reconnue par les Ministres compétents, et ont satisfait avec fruit à l'épreuve certificative la sanctionnant. Cette formation comprend les matières suivantes :

a) la connaissance des troubles cognitifs et des démences, les actualités médicales et les perspectives dans l'accompagnement et le traitement des personnes présentant des troubles cognitifs ;

b) les aspects psycho-sociaux de l'accompagnement et des soins des personnes présentant une démence ou des troubles cognitifs, de leur entourage proche et de membres du personnel ;

c) les aspects éthiques et déontologiques de l'accompagnement des personnes présentant des troubles cognitifs ou une démence ;

d) les aspects juridiques relatifs aux troubles cognitifs et aux démences et la législation bicommunautaire relative à la personne de référence pour la démence ;

e) l'organisation des soins et des accompagnements ;

f) la communication et la collaboration interdisciplinaire au sein de l'établissement ;

g) la transmission des savoirs : sensibilisation, élaboration et méthodes de formations internes ;

h) la gestion de projet : élaboration sur base des besoins et méthodologie ;

i) le travail en réseaux : la création de réseaux autour des personnes présentant des troubles cognitifs avec les acteurs externes pertinents, et la présentation du réseau bruxellois bicommunautaire des personnes de référence pour la démence."

- bachelor of master in de gezinswetenschappen;
- bachelor sociaal verpleegkundige of verpleegkundige in de geestelijke gezondheidszorg en psychiatrie;
- bachelor gespecialiseerde opvoedkundige of getuigschrift hoger secundair onderwijs opvoedkundige;
- bachelor in de gezondheidstechnologie ;
- bachelor in de audiologie;
- bachelor in de podologie en podotherapie;
- master in de osteopathie;
- bachelor in de kunsttherapie;
- bachelor of master-na-masteropleiding in de muziektherapie;
- bachelor of master in de gezondheidszorgbemiddeling en interculturele bemiddeling;
- getuigschrift hoger secundair onderwijs in de sociale esthetica of bachelor in de sociale esthetica;
- bachelor in beeldende kunst, muziek, theater, circus of film.

Binnen de grenzen van het begrip reactiveringspersoneel bedoeld in artikel 1, 10°, kan de in het vorige lid bedoelde lijst door de ministers worden aangevuld, zowel om de studiegebieden als de studieniveaus uit te breiden.

Art. 5. In hetzelfde besluit, wordt een artikel 6bis ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 6bis. De bedragen die respectievelijk voor elk deel van de forfaitaire tegemoetkoming aan de instellingen toegekend worden, mogen door de instellingen uitsluitend worden gebruikt voor de doeleinden waarvoor zij krachtens dit besluit zijn toegekend."

Art. 6. In artikel 28ter, § 4, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 1° worden de woorden "gedurende een overgangsfase die loopt van 1 januari 2005 tot uiterlijk 30 juni 2014" vervangen door de woorden "voor personen die vóór 1 juli 2014 voor het eerst als referentiepersoon dementie zijn aangewezen:" ;

2° in 2°:

a) worden de woorden "vanaf uiterlijk 1 juli 2014" vervangen door de woorden "voor personen die tussen 1 juli 2014 en 30 juni 2024 voor het eerst als referentiepersoon dementie zijn aangewezen:" ;

a) in e) wordt het woord "organisatie" vervangen door de woorden "de organisatie";

b) in f) wordt het woord "communicatie" vervangen door de woorden "de communicatie";

3° er wordt een 2/1° ingevoegd, die luidt als volgt:

"2/1° voor personen die vanaf 1 juli 2024 voor het eerst als referentiepersoon dementie zijn aangewezen: een door de bevoegde ministers erkende opleiding van minstens 70 uur gevolgd hebben en met vrucht geslaagd zijn voor de certificeringstest die deze opleiding bekrachtigt. Deze opleiding omvat de volgende onderwerpen:

a) kennis van cognitieve stoornissen en dementie, de medische actualiteit en vooruitzichten in de begeleiding en behandeling van mensen met cognitieve stoornissen;

b) psychosociale aspecten van begeleiding en verzorging van mensen met dementie of cognitieve stoornissen, hun naaste omgeving en personeelsleden;

c) ethische en deontologische aspecten van begeleiding van mensen met cognitieve stoornissen of dementie;

d) juridische aspecten van cognitieve stoornissen en dementie en bicommunautaire regelgeving over de referentiepersoon dementie;

e) organisatie van de zorgverlening en de begeleiding;

f) communicatie en interdisciplinaire samenwerking in de instelling;

g) kennisoverdracht: bewustmaking, ontwikkeling en methoden van interne opleiding;

h) projectbeheer: ontwikkeling op basis van de behoeften en methodologie ;

i) werken in netwerken: de oprichting van netwerken rond mensen met cognitieve stoornissen met de relevante externe actoren, en de presentatie van het Brusselse bicommunautaire netwerk van referentiepersoon dementie.

Art. 7. À l'article 28ter, § 5, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "la formation visée au § 4, 2°" sont remplacés par les mots "les formations visées au § 4, 2° et 2/1°" ;

2° les mots "le Service" sont remplacés par le mot "Triscare".

Art. 8. L'article 28ter, § 6, du même arrêté, est remplacé par ce qui suit :

"§ 6. Le programme des formations visées au § 4, 2° et 2/1°, est communiqué par les organismes de formation à Iriscare qui, dans les 60 jours, examine s'il satisfait aux exigences minimales visées au § 5. A défaut de réponse dans les 60 jours suivant la date d'introduction de la demande, le programme de formation est considéré comme approuvé.

La durée de validité de cette reconnaissance est de quatre années scolaires, sauf s'il ressort d'un contrôle que le programme effectivement suivi ne correspond pas au programme pour lequel l'approbation a été donnée.

Le nombre maximum autorisé d'élèves par module de formation est de 30.

L'organisme de formation peut organiser un stage d'observation facultatif à l'attention de ses étudiants, en particulier de ceux qui n'ont pas d'expérience du travail de type paramédical en MRPA/MRS. "

Art. 9. L'article 28ter, § 7, du même arrêté, est remplacé par ce qui suit :

"§ 7. Sont dispensés de suivre les formations visées au § 4, 2° et 2/1°, pour autant qu'ils puissent démontrer d'une connaissance suffisante en matière de gestion de projet, de troubles cognitifs ou démences, ainsi que d'une formation suffisante à la communication indiquée dans l'accompagnement et les soins d'une personne présentant des troubles cognitifs : les praticiens de l'art infirmier (bachelor ou équivalent) ayant le titre d'infirmier spécialisé en gériatrie ou une licence ou un master en gérontologie ou en gériatrie ainsi que les "bachelors na bachelor opleiding psychosociale gerontologie".

Pour les formations visées à l'alinéa précédent, les demandes de reconnaissance, accompagnées des pièces justificatives nécessaires, sont adressées par les institutions, les individus concernés ou les organismes de formation à Iriscare qui leur répond dans les 60 jours. La liste des formations reconnues est publiée sur le site web d'Iriscare."

Art. 10. À l'article 28ter du même arrêté, il est inséré un paragraphe 8 rédigé comme suit :

"§ 8. Jusqu'au 30 juin 2024, les cycles de formations organisés sur la base des réglementations des autres entités fédérées belges, ainsi que les cycles de formation équivalents suivis au sein des autres Etats membres de l'Union européenne sont assimilés aux formations visées au § 4, 2°.

À partir du 1^{er} juillet 2024, les cycles de formations organisés sur la base des réglementations des autres entités fédérées belges, ainsi que les cycles de formation équivalents suivis au sein des autres Etats membres de l'Union européenne sont assimilés aux formations visées au § 4, 2/1°."

Art. 11. Pour le financement, pour l'année 2024, de l'augmentation de 0,6 ETP par 30 résidents prévue aux articles 1^{er} et 2, une avance, calculée sur la base des données fournies par chaque établissement pour la période de référence 2022-2023, sera versée respectivement à chaque établissement par Iriscare au deuxième trimestre de l'année 2024. Un décompte sera établi par Iriscare au dernier trimestre de l'année 2025 sur la base du nombre de jours effectivement facturés aux organismes assureurs bruxellois par les établissements en 2024 et en tenant compte de l'index pivot moyen pondéré effectivement réalisé en 2024.

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2023.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les articles 2 et 3 produisent leurs effets le 1^{er} juillet 2022.

Art. 13. Les Membres du Collège réuni, compétents pour la politique de la Santé sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 septembre 2023.

Pour le Collège réuni :
Les Membres du Collège réuni,
en charge de l'Action sociale et de la Santé,
A. MARON

Art. 7. In artikel 28ter, § 5, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "de opleiding bedoeld in § 4, 2°" worden vervangen door de woorden "de opleidingen bedoeld in § 4, 2° en 2/1°";

2° de woorden "de Dienst" worden vervangen door het woord "Triscare".

Art. 8. Artikel 28ter, § 6, van hetzelfde besluit, wordt vervangen als volgt:

"§ 6. Het programma van de opleidingen bedoeld in § 4, 2° en 2/1°, wordt door de opleidingsorganisaties meegedeeld aan Iriscare, die binnen 60 dagen nagaat of het voldoet aan de minimumvereisten bedoeld in § 5. Als er binnen 60 dagen volgend op de datum van indiening van de aanvraag geen antwoord is gegeven, wordt het opleidingsprogramma als goedgekeurd beschouwd.

De geldigheidsduur van deze erkenning bedraagt vier schooljaren, behalve wanneer uit een controle blijkt dat het werkelijk gevolgde programma niet overeenstemt met het programma waarvoor de goedkeuring is verleend.

Er worden maximum 30 leerlingen toegelaten per opleidingsmodule.

De opleidingsorganisatie kan voor haar studenten een facultatieve observatiestage organiseren, vooral voor studenten zonder ervaring met paramedisch werk in ROB's/RVT's. "

Art. 9. Artikel 28ter, § 7, van hetzelfde besluit, wordt vervangen als volgt:

"§ 7. Van de opleidingen bedoeld in § 4, 2° en 2/1°, zijn vrijgesteld op voorwaarde dat ze kunnen aantonen dat ze voldoende kennis hebben van projectbeheer, cognitieve stoornissen of dementie, en voldoende geschoold zijn in de communicatieve vaardigheden die nodig zijn voor de begeleiding en verzorging van mensen met cognitieve stoornissen: verpleegkundigen (bachelor of gelijkgesteld) die beschikken over een titel van verpleegkundige gespecialiseerd in de geriatrie, of een licentiaat of een master in gerontologie of geriatrie en de "bachelor na bachelor opleiding psychosociale gerontologie".

Voor de opleidingen bedoeld in het vorige lid worden de erkenningsaanvragen, samen met de nodige bewijsstukken, door de instellingen, de betrokken personen of de opleidingsorganisaties bezorgd aan Iriscare, die binnen 60 dagen antwoordt. De lijst van erkende opleidingen wordt bekendgemaakt op de website van Iriscare."

Art. 10. In artikel 28ter van hetzelfde besluit wordt een paragraaf 8 ingevoegd, die luidt als volgt:

"§ 8. Opleidingscursussen georganiseerd op basis van de regelgeving van andere Belgische deelentiteiten, en equivalente opleidingscursussen gevolgd in andere lidstaten van de Europese Unie, worden tot en met 30 juni 2024 gelijkgesteld met de opleidingen bedoeld in § 4, 2°.

Opleidingscursussen georganiseerd op basis van de regelgeving van andere Belgische deelentiteiten, en equivalente opleidingscursussen gevolgd in andere lidstaten van de Europese Unie, worden vanaf 1 juli 2024 gelijkgesteld met de opleidingen bedoeld in § 4, 2/1°."

Art. 11. Voor de financiering, voor 2024, van de in de artikelen 1 en 2 bepaalde toename van 0,6 VTE per 30 bewoners, betaalt Iriscare de instellingen in het tweede kwartaal van 2024 een voorschot dat is berekend op basis van de gegevens die ze voor de referentieperiode 2022-2023 verstrekken. In het laatste kwartaal van 2025 zal Iriscare een afrekening opmaken op basis van het aantal dagen dat de instellingen daadwerkelijk aan de Brusselse verzekeringsinstellingen hebben gefactureerd in 2024, rekening houdend met de gewogen gemiddelde spilindex die in 2024 daadwerkelijk is bereikt.

Art. 12. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2023.

In afwijking van het vorige lid hebben artikelen 2 en 3 uitwerking met ingang van 1 juli 2022.

Art. 13. De leden van het Verenigd College, bevoegd voor het gezondheidsbeleid, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 september 2023.

Voor het Verenigd College :
De leden van het Verenigd College,
bevoegd voor het welzijn en de gezondheid,
E. VAN DEN BRANDT



COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE

Bruxelles, jeudi 14 septembre 2023

**COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE
NOTIFICATION DE LA RÉUNION DU COLLÈGE RÉUNI
DU JEUDI 14 SEPTEMBRE 2023**

POINT 4

Projet d'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune visant à augmenter le taux d'encadrement des résidents des maisons de repos, des maisons de repos et de soins en termes de personnel de réactivation et visant à réformer la formation des personnes de référence pour la démence - 3e et dernière lecture
(COCOM-AM-EV-48.10997)

Décision:

Accord.

Le Collège réuni :

- Approuve en troisième et dernière lecture le projet d'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune visant à augmenter le taux d'encadrement des résidents des maisons de repos, des maisons de repos et de soins en termes de personnel de réactivation et visant à réformer la formation des personnes de référence pour la démence.

Le Collège réuni charge ses Membres, compétents pour l'Action sociale et la Santé du suivi de la présente décision, laquelle est de notification immédiate.

Le Secrétaire,

Eric MERCENIER